Georges Marchais: lettre ouverte aux Bretons au sujet de l'énergie nucléaire

Bretagne nouvelle

Supplément au n° 10 — JANVIER 81.

20 janvier 1981

Plogoff : 2500 emplois, sur le chantier, 1000 pour faire fonctionner la centrale

Plusieurs informations récentes indiquent d'ailleurs qu'une prise de conscience s'affirme en faveur du projet dans la population du site et chez les élus locaux.

Il est vrai que celui-ci aura d'heureuses conséquences sur l'emploi local. Environ 2 500 emplois sur le chantier pendant 10 à 15 ans, puis 1 000 emplois permanents d'agents E.D.F. et assimilés sans compter les milliers d'emplois au titre des retombées économiques sur la région. Aussi, de plus en plus nombreux sont ceux qui considèrent avec réalisme que la construction de la centrale sera un atout important pour la région. Je me félicite de cette évolution.

Six propositions concrètes

C'est aussi pourquoi j'appelle les travailleurs bretons et la population bretonne à lutter pour la réalisation des objectifs que j'ai rendu publics à l'issue de ma visite à l'usine de retraitement des combustibles irradiés de La Hague, le 30 octobre dernier, et à réclamer avec les communistes :

1. — La dénonciation sans marchandage des accords de licence passés avec le groupe américain Westinghouse et une réelle francisation de la filière à uranium enrichi actuellement mise en œuvre par E.D.F.

Sous la pression des luttes, le gouvernement vient d'effectuer un premier recul. Il faut poursuivre l'action dans ce sens.

2. — La nationalisation de l'industrie du nucléaire, notamment du groupe Empain-Schneider qui construit les réacteurs et du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann qui participe au cycle du combustible.

3. — Le développement des recherches concernant les filières avancées du nucléaire, les techniques d'enrichissement et de retraitement du combustible.

4. — La mise en œuvre industrielle des surrégénérateurs qui représentent un moyen extraordinaire de revalorisation de l'uranium et du plutonium.

5. — La recherche d'une nouvelle coopération internationale fondée sur d'autres bases que celles instituées par l'Euratom dans le respect de la personnalité nationale de chaque peuple.

6. — Pour les raisons que j'ai évoquées ci-dessus, la constitution en Bretagne d'une commission régionale de sûreté et d'information nucléaire.

Pour nous, communistes, développement économique, maîtrise scientifique, progrès social et démocratie sont au cœur d'un même combat. Celui que, pour ma part, j'entends mener avec mon parti tout au long de la campagne des élections présidentielles et dont je souhaite que vous le souteniez par votre action et votre vote.

Imprimerie Commerciale, Rennes

Ce journal n'a pas reçu d'argent des patrons. Il n'a pas l'appui des banques. C'est normal !

Les communistes sont leurs adversaires les plus acharnés.

Versez à la souscription du P.C.F. : G. Gosnat C.C.P. 6365 71 F Paris.



J'ADHÈRE AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

NOM : ....

ADRESSE : ....

LIEU DE TRAVAIL : ....

Remettre ce bulletin à un militant connu de vous ou l'adresser au P.C.F. de votre département : Côtes-du-Nord : 8, rue Saint-Pierre, 22000 SAINT-BRIEUC ; Finistère (Nord) : 87, rue de Glasgow, 29200 BREST ; Finistère (Sud) : 24, rue de Concarneau, 29000 QUIMPER ; Ille-et-Vilaine : 15, rue des Dames, 35000 RENNES ; Morbihan : 24, rue Jules-Le Grand, 56100 LORIENT.

après mon récent voyage en Bretagne, j'ai reçu un abondant courrier.

Dans leur grande majorité, mes correspondants approuvent les déclarations que j'ai faites sur l'énergie nucléaire, mais plusieurs d'entre eux s'interrogent sur certains aspects tenant notamment à la sécurité. Je veux à nouveau m'en expliquer sans détours.

Les positions prises par le Parti communiste français dans le domaine de l'énergie l'ont toujours été avec un grand esprit de responsabilité, c'est-à-dire en tenant compte exclusivement de l'intérêt national et de celui de nos différentes régions.

C'est ainsi que dans les années 60, seul en tant que parti, le Parti communiste français s'est opposé à la politique du « tout pétrole » qui plaçait nos approvisionnements énergétiques sous la dépendance des sociétés multinationales du cartel pétrolier. C'est ainsi que, seul, il a dénoncé le moratoire nucléaire soutenu par les partis de droite et le Parti socialiste, moratoire qui, de 1966 à 1969, a paralysé le développement de la filière nucléaire française mise au point par le Commissariat à l'Energie atomique et Electricité de France pour conduire

finalement à son abandon au profit des technologies américaines. C'est ainsi qu'aujourd'hui, seul encore, il préconise l'expansion diversifiée de toutes les ressources nationales d'énergie.

Assurer nous-mêmes nos besoins en énergie

Notre objectif général, c'est d'obtenir qu'en 1990 la France puisse assurer 60 % de sa consommation énergétique par les productions nationales, contre seulement environ 25 % actuellement. Pour cela, toutes les formes d'énergie doivent être mises en œuvre : le charbon, à partir des techniques classiques et nouvelles ; l'énergie hydraulique, notamment marémotrice ; les ressources nationales de pétrole, de gaz et de schistes bitumeux ; enfin toutes les catégories d'énergie nouvelles et en particulier l'énergie nucléaire en raison de la contribution élevée qu'elle peut rapidement apporter à la couverture de nos besoins nationaux et régionaux.

Refuser ce développement diversifié, y compris celui du nucléaire, c'est — qu'on le veuille ou non et même en prenant en compte les économies possibles d'énergie — condamner notre pays à une dépendance accrue, à une austérité et à un chômage accrus. Cela, nous ne le voulons pas. Nous ne céderons jamais à de petits calculs électoralistes à courte vue.

Bien entendu, ces développements doivent être réalisés dans des conditions de coût, d'indépendance et de sécurité convenables, ce qui implique des études sérieuses, une large information et la participation de tous les intéressés. Ce principe vaut d'ailleurs pour toutes les formes d'énergie.

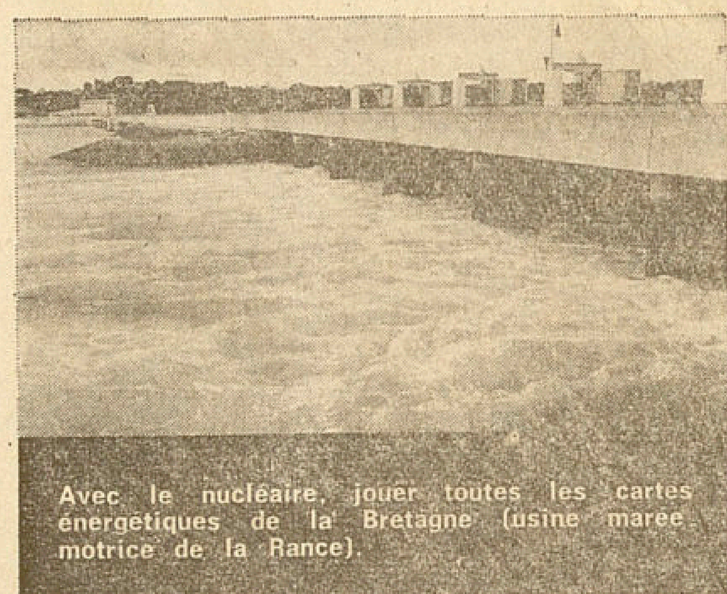
Il s'agit là de grands problèmes de société qui, de ce fait, correspondent à des choix politiques importants et difficiles mais qu'un grand parti national comme le Parti communiste français n'entend pas esquiver. C'est ce qui nous a conduits en particulier à prendre position pour l'installation d'une centrale nucléaire de grande puissance en Bretagne, c'est-à-dire pour la réalisation du projet de la centrale de Plogoff puisque, en fait, c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui.

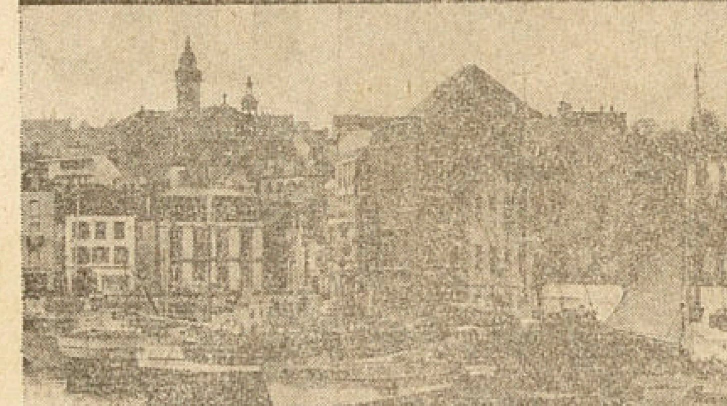
Trois raisons pour Plogoff

Trois raisons générales peuvent être évoquées en faveur de cette installation.

La Bretagne doit produire son Electricité

Premièrement, la Bretagne ne couvre aujourd'hui ses besoins d'énergie par la production réalisée sur son sol qu'à proportion de 7 % de l'ensemble de ses besoins énergétiques. Si nous ne faisons pas de l'équilibre énergétique régional un objectif à respecter rigoureusement, du moins un certain équilibre entre régions et à l'intérieur même de chaque région est-il souhaitable. Ce n'est pas le cas aujourd'hui pour la Bretagne qui est beaucoup trop tributaire des autres régions françaises et ne dispose pour l'essentiel que de centres de production d'électricité périphériques. Cette situation doit donc être rééquilibrée et améliorée.


Avec le nucléaire, jouer toutes les cartes énergétiques de la Bretagne (usine marée motrice de la Rance).


La centrale de Plogoff, une chance pour Douarnenez.



Avec les communistes, vivre, travailler, décider en Bretagne.


La Bretagne à la pointe du progrès, c'est possible.

L'énergie sous toutes ses formes

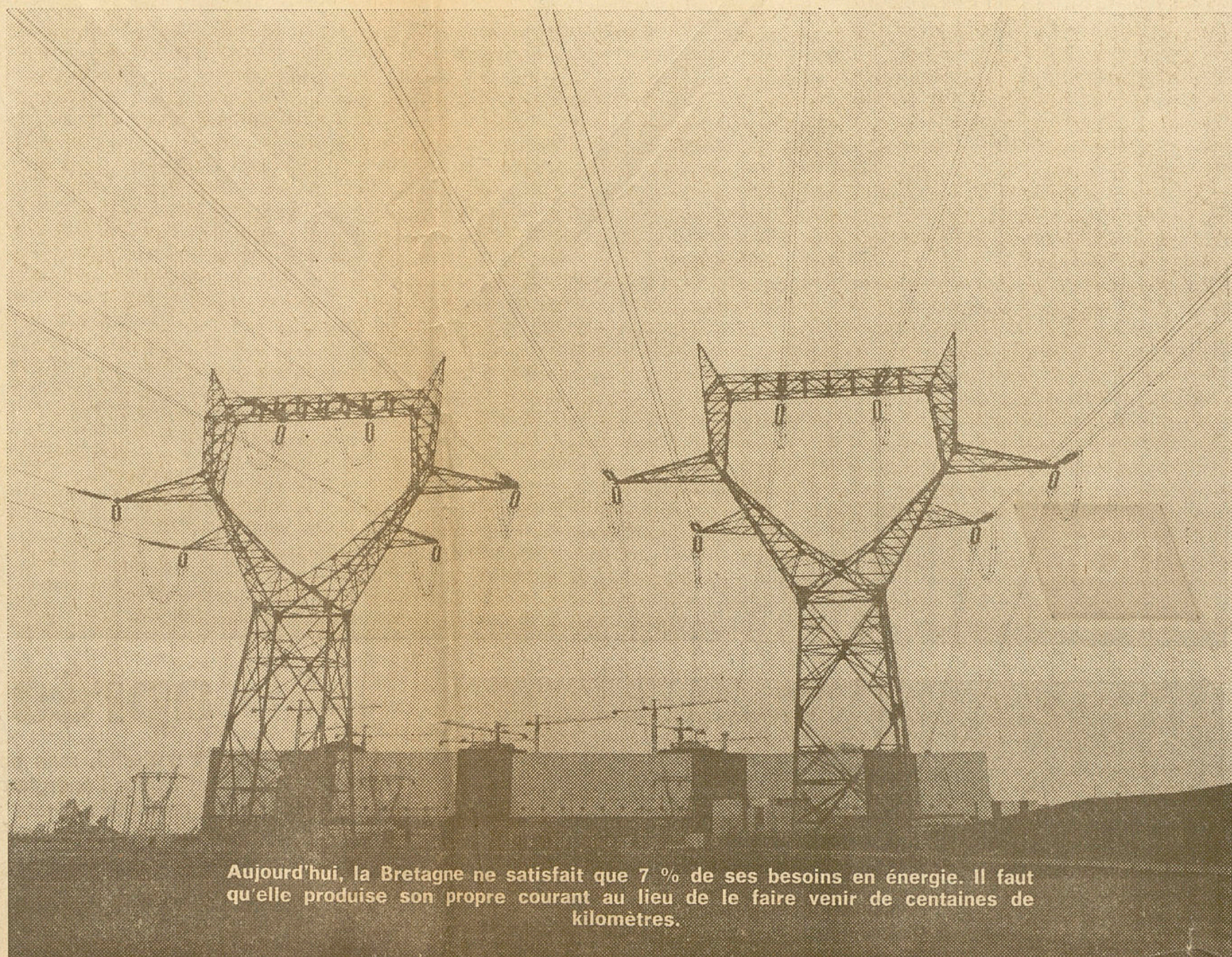
Deuxièmement, nous voulons que la Bretagne sorte du sous-développement économique dans lequel l'ont maintenue les gouvernements qui se sont succédé depuis 1947. Le développement que nous voulons doit être économe en énergie, mais cela dit, il faut beaucoup d'énergie pour assurer l'essor de l'agriculture, de l'industrie, des équipements collectifs, des infrastructures de la Bretagne.

C'est pourquoi nous nous sommes prononcés de longue date pour l'expansion diversifiée de toutes les potentialités énergétiques bretonnes, ce qui nous a conduits, par exemple, à soutenir la construction (actuellement en cours) de 2 tranches supplémentaires de la centrale de Cordemais et la mise en place des turbines à gaz de Dirinon et Brennilis. C'est ce qui nous amène aussi aujourd'hui à exiger la reprise par E.D.F. du projet d'usine marémotrice de la baie du Mont-Saint-Michel auquel le professeur Alfred Kastler, prix Nobel, vient d'apporter son soutien. En retour, tous ces projets seraient de nature à stimuler l'activité régionale, à créer des emplois. Cela dit, ces moyens sont loin d'être suffisants pour répondre aux besoins énergétiques à long terme de la Bretagne. L'énergie nucléaire est donc indispensable.

La sécurité l'affaire de tous

Troisièmement, nous comprenons fort bien que cette énergie nouvelle qu'est l'énergie nucléaire entraîne chez un certain nombre de nos concitoyens des préoccupations tenant aux questions de sécurité. Ces préoccupations sont tout à fait légitimes et le Parti communiste français les a toujours considérées avec sérieux. Mais, outre qu'il convient de noter qu'à ce jour aucune victime n'a fort heureusement été causée par le fonctionnement des centrales en place — ce qui est sans précédent dans l'histoire des sciences et est tout à fait probant de la maîtrise déjà acquise dans ce domaine — ces problèmes de sécurité nous semblent appeler non pas la fuite ou la résignation mais, au contraire, l'exigence d'une intervention croissante des travailleurs et des populations concernées dans les décisions à prendre.

C'est dans cet esprit que nous avons proposé de constituer des commissions régionales de sûreté et d'information nucléaire, composées sur une base démocratique et disposant de l'appui d'organismes techniques décentralisés chargés de la radio-protection et de la sûreté nucléaire. Si de telles commissions étaient mises en place, il y aurait là un instrument qui pourrait avoir un effet, au-delà du nucléaire, sur toutes les implantations industrielles qui posent, et souvent de manière beaucoup plus aiguë, des problèmes de sécurité et de nuisances.


Aujourd'hui, la Bretagne ne satisfait que 7 % de ses besoins en énergie. Il faut qu'elle produise son propre courant au lieu de le faire venir de centaines de kilomètres.

Je choisis de développer la Bretagne

Notre orientation fondamentale, c'est donc la lutte pour le développement de la Bretagne et la conquête de droits nouveaux par les Bretons.

C'est ce que refusent ceux qui voudraient faire régresser l'économie de cette belle région française qui dispose de tant d'atouts pour faire le bonheur de ses habitants.

C'est ce que refusent ceux qui s'attaquent au secteur public et à ses travailleurs aussi bien dans leur activité que lorsqu'ils mènent des actions revendicatives pour défendre leurs droits en même temps que le patrimoine national.

C'est ce que refusent ceux qui sous prétexte d'écologie disent non à tout progrès social, économique ou politique, mais restent silencieux devant les menaces des dirigeants américains d'installer des centaines de missiles nucléaires à nos frontières, et approuvent la fabrication de la bombe à neutrons.

Ceux-là ont comme objectif principal le refus du changement. Ils font cause commune avec Giscard d'Estaing. Ils se sont déclarés résolument et naturellement anticommunistes, c'est pourquoi nous les combattons.

De même, nous condamnons les attitudes sans principe du Parti socialiste qui convergent avec celles du pouvoir pour laisser le champ libre aux multinationales américaines et favoriser des solutions européennes et atlantiques contraires à l'intérêt national, notamment en faisant obstacle au développement en France des surrégénérateurs pour lesquels la France dispose d'une avancée technologique certaine.

Contrairement à tous ces chantres du renoncement et à ces politiciens opportunistes, j'appelle toutes les Bretonnes et tous les Bretons à agir pour de meilleures conditions de vie et de travail et pour le renforcement économique de la Bretagne qui peut seul leur assurer prospérité et plein emploi. Cette action se confond avec la lutte pour l'indépendance nationale quoi qu'en disent les attardés de l'obscurantisme ou les nostalgiques d'un passé révolu.